

Règlement de la Consultation (R.C)	MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX PROCEDURE ADAPTEE Consultation GH10_2026_005 Travaux de rénovation en chaufferie et installations ponctuelles d'équipements de chauffage, ventilation et climatisation (CVC) sur les sites des hôpitaux Ambroise Paré, Raymond-Poincaré et Sainte-Périne – GHU Paris-Saclay
---	---

<u>Date limite de visite obligatoire des sites :</u>	23/02/2026 à 15h30
<u>Date limite pour toute question :</u>	23/02/2026 à 16h00
<u>Date limite de réponse aux questions :</u>	27/02/2026 à 17h00
<u>Date limite de remise des offres :</u>	06/03/2026 à 12h00

SOMMAIRE

ARTICLE 1. CONTENU DU MARCHÉ	3
1.1- Maître d'ouvrage	3
1.2- Comptable public assignataire des paiements.....	3
1.3- Maîtrise d'œuvre	3
1.4- Objet du marché.....	3
1.5- Procédure de passation	3
1.6- Forme du marché	3
1.7- Prix du marché :	4
1.8- Durée du marché – Délais d'exécution	4
1.9- Lieux d'exécution et visite du site	4
1.10- Visite du site	4
1.11- Marché(s) de prestations similaires	5
ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUANT LE DOSSIER DE LA CONSULTATION	5
2.1 - Contenu du Dossier de Consultation des Entreprises (D.C.E).....	5
2.2 - Modification du dossier de consultation.....	6
2.3 - Groupement des candidats.....	6
2.4 - Délai de validité des offres	6
2.5 - Mode de règlement.....	7
2.6 - Conditions particulières d'exécution.....	7
ARTICLE 3. CONSTITUTION DES DOSSIERS DE CANDIDATURES ET DES OFFRES	7
3.1 - Nécessité d'une traduction.....	7
3.2 - Candidature	7
3.3 - Présentation de l'offre	8
ARTICLE 4. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS	9
ARTICLE 5. JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	12
5.1 - Jugement des candidatures.....	12
5.2 - Critères de jugement des offres	12
5.3 - Négociations.....	13
5.4 - Régularisation des offres	13
5.5 - Offres anormalement basses.....	13
ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	14
6.1 - Demande de renseignements	14
6.2 - Voies et délais de recours.....	14

ARTICLE 1. CONTENU DU MARCHÉ

1.1 - Maître d'ouvrage

GHU AP-HP. Université Paris Saclay
78 rue Général Leclerc
94270 LE Kremlin-Bicêtre
Courriel : servicemarches.gh10.bct@aphp.fr

1.2 - Comptable public assignataire des paiements

M le Directeur Spécialisé des Finances Publiques pour l'AP-HP.

1.3 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par les services de la maîtrise d'ouvrage.

La mission de la maîtrise d'œuvre est une mission de base au sens des articles L 2430-1 et 2 du code de la commande publique. Dans le cadre du chantier, d'autres intervenants seront présents et auront les missions suivantes :

- Bureau de Contrôle
- CSSI
- CSPS

1.4 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de travaux de rénovation en chaufferie et d'installations ponctuelles d'équipements de Chauffage, Ventilation et Climatisation (CVC) sur les sites des hôpitaux Ambroise Paré, Raymond-Poincaré et Sainte-Périne du GHU Paris-Saclay.

Le Titulaire est chargé de la réalisation de travaux de rénovation des installations de production de chaleur des hôpitaux Raymond-Poincaré et Ambroise Paré, ainsi que de travaux annexes d'installation, de dépose et de repose d'équipements CVC pour l'ensemble des sites concernés (Ambroise Paré, Raymond-Poincaré et Sainte-Périne).

La description technique détaillée des prestations figure dans le cahier des clauses techniques particulières commun (CCTP).

1.5 - Procédure de passation

La procédure applicable est une procédure adaptée, passée en application des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 du code de la commande publique.

1.6 - Forme du marché

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande.

Le marché n'est pas alloti afin de confier les travaux à un prestataire unique, garantissant l'uniformité des prestations, la cohérence technique et une meilleure coordination, maîtrise de la qualité et des délais sur l'ensemble des sites.

Montant minimum sur 24 mois en € HT	Montant maximum sur 24 mois en € HT
0 €	1 990 000

Le présent marché de travaux ne comporte ni variante, ni prestations supplémentaires, ni tranche optionnelle.

1.7 - Prix du marché :

Les prestations sont rémunérées par application des prix unitaires détaillé dans le Bordereau de Prix Unitaire (B.P.U).

1.8 - Durée du marché – Délais d'exécution

1.8.1 – Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée de deux 24 mois à compter de sa date de notification au titulaire.

1.8.2 – Délais d'exécution

Les délais d'exécution des prestations sont définis dans le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.9 - Lieux d'exécution

Les sites concernés par les travaux sont les suivants :

- Hôpital AMBROISE PARE, 9 avenue Charles de Gaulle, 92100 Boulogne-Billancourt.
- Hôpital RAYMOND POINCARE, 104 boulevard Raymond Poincaré, 92380 Garches.
- Hôpital SAINTE PERINE, 11 rue Chardon-Lagache, 75016 Paris.

1.10 - Visite des sites

La validité de l'offre est expressément conditionnée à la réalisation effective des **visites obligatoires** des lieux.

Ces visites doivent avoir lieu à hôpital AMBROISE PARE, hôpital RAYMOND POINCARE et l'hôpital SAINTE PERINE. Le contact se fera exclusivement par mail pour les prises de rendez-vous avec :

M. BRUNET Vincent ; vincent.brunet@aphp.fr .

Le jour et l'heure seront convenus lors de cet échange.

Les éventuelles questions que pourraient susciter cette visite devront être formulées par écrit conformément au présent règlement de consultation. Les réponses à ces questions écrites seront

diffusées à l'ensemble des candidats. Aucune réponse orale n'est apportée aux questions du candidat pendant la visite.

La visite a pour objectif d'apprécier l'importance des travaux à réaliser et la disposition des lieux et d'appréhender les difficultés d'exécution et d'accès.

Les candidats sont informés des modalités de visites suivantes :

- Le nombre de participants est limité à 3 personnes par candidat.
- Tous les participants à la visite doivent être équipés de leurs EPI (chaussures de sécurité, casque, gilet haute visibilité). Les personnes non équipées ne pourront pas participer à la visite.
- Les échanges entre les représentants de l'entreprise candidate et le ou les représentants du Maître d'Ouvrage pendant les visites seront limités à la seule prise de connaissance du site et, le cas échéant, à la compréhension de la conception et du fonctionnement des installations existantes, sans que ne soit délivrée aucune autre information dont l'objet serait autre que la seule description physique et fonctionnelle du site et des installations.
- Les prises de photos par les candidats sont autorisées pendant les visites, sauf avis contraire émis par le Maître d'ouvrage d'une des installations visitées.

Les candidats sont réputés parfaitement connaître les lieux. En conséquence, ils ne pourront élever aucune réclamation, ni ne former aucune demande d'indemnisation ultérieure tirée d'une prétendue méconnaissance du site, ainsi que des contraintes techniques que comportent les travaux et prestations, objets de la présente consultation.

L'attestation de visite devra être paraphée à cette occasion. Ce document devra impérativement être joint à l'offre du candidat.

À cette fin, un certificat de visite des sites, attestant la réalisation desdites visites, devra être dûment rempli et joint à l'offre du candidat.

1.11 – Marché(s) de prestations similaires

Le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité, le cas échéant, de conclure, avec le(s) attributaire(s) du présent marché, de nouveaux marchés de services pour la réalisation de prestations similaires dans les mêmes conditions que le présent marché suivant l'article R2122-7 du Code de la Commande publique.

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUANT LE DOSSIER DE LA CONSULTATION

2.1 - Contenu du Dossier de Consultation des Entreprises (D.C.E)

Conformément à la liste, en pièce ci-jointe, le dossier de consultation des entreprises (DCE) est composé par les documents mentionnés suivants Le présent Règlement de la Consultation (RC)

1. L'Acte d'Engagement (AE) et son annexe financière, le Bordereau de Prix Unitaires (BPU) ;

2. Le Cahier des Clauses Administrative Particulières (CCAP) ;
3. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ainsi que ses annexes techniques ;
4. La fiche de visite des sites.
5. Annexe 1 : liste des sites
6. Annexe 2 : Inventaire

2.2 - Modification du dossier de consultation

Les candidats ne sont pas autorisés à apporter des modifications aux DCE, dans le cadre de l'offre proposée. Ils doivent respecter l'intégralité des prescriptions.

2.3 - Groupement des candidats

Le marché sera attribué soit à une entreprise unique soit à un groupement d'entreprises. Les soumissionnaires sont autorisés à se porter candidats sous forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint.

Si le marché est attribué à un groupement conjoint, il est expressément demandé que le mandataire conjoint soit solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique.

Les candidats ne peuvent présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements,
- En qualité de mandataires de plusieurs groupements.

Chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des pièces demandées à l'appui de la candidature conformément à l'article 3.2 du présent règlement de la consultation.

Conformément à l'article R.2142-24 du Code de la commande publique le mandataire d'un groupement conjoint est solidaire pour l'exécution du marché public, de chacun des membres constitutifs pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique.

Si le candidat retenu s'est présenté sous la forme d'un groupement conjoint, l'acte d'engagement indique la répartition des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter, sous réserve du respect de la disposition prévue à l'article R2142-24 du code de la commande publique. En effet, lors de la notification, le groupement devra être solidaire.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement d'entreprises devra indiquer tous les sous- traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600 Euros TTC (formulaire DC4).

2.4 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **180 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

2.5 - Mode de règlement

Conformément à l'article R.2192-11 1° du code de la commande publique, les sommes dues au(x) titulaire(s) du marché, seront payées dans un délai global de **50 jours** à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

2.6 – Conditions particulières d'exécution

Cette consultation ne comporte aucune des conditions particulières d'exécution visées par les articles L. 2112-2, L. 2112-3, L. 2112-4 ainsi que L. 2312-1 et L. 2312 du Code de la commande publique. Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par les articles L. 2313-6, L. 2113-12, L. 2113-13, L. 2113-14 ainsi que L. 2113-15 et L. 2113-16 du Code susvisé.

ARTICLE 3. CONSTITUTION DES DOSSIERS DE CANDIDATURES ET DES OFFRES

3.1 - Nécessité d'une traduction

La langue utilisée pour présenter les candidatures et les offres est le français.

Conformément à l'article R.2143-16 du Code de la commande publique, les pièces accompagnant le dossier de candidature rédigées en langue étrangère seront acceptées uniquement si elles sont accompagnées d'une traduction en langue française.

3.2 - Candidature

En application de l'article R.2143-3 du Code de la commande publique, le candidat produit à l'appui de sa candidature

- Soit un DUME
- Soit il présente sa candidature en utilisant les DC1 et DC2 ou équivalent, dûment complété.

Ces formulaires sont disponibles sur le site du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie sur le lien suivant :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

La présentation de sa candidature est complétée par les documents suivants :

- Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail,
- Une liste des principaux travaux fournis au cours des 3 dernières années, en mettant en avant les marchés de travaux similaires en milieu hospitalier, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Le cas échéant, les éléments de preuve relatifs à des travaux pertinents fournis il y a plus de cinq ans seront pris en compte. Les prestations de travaux sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique,
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
- L'indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de travaux de même nature que celle du marché public ;

- L'indication du chiffre d'affaire pour les trois dernières années ;
- Certificat d'assurance qualité
- L'attestation de régularité fiscale ainsi que l'attestation URSSAF
- Une copie de la police d'assurance de responsabilité couvrant son activité professionnelle,
- Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés ;
- Des certificats de qualification professionnelle Qualibat ou Qualifelec ou équivalent.

3.3 - Présentation de l'offre

Chaque candidat formule son offre en produisant :

- **L'acte d'engagement (AE)** dûment complété;
 - **Dont le bordereau de prix unitaires (BPU)** dûment complété ;
- **Le Mémoire Technique** - n'excédant pas 40 pages - pour chacun des lots et chacune des tranches, reprenant les points de critère de jugement des offres (hors fiches techniques, CV) soit :
- **Une note présentant la méthodologie et l'organisation des prestations**, précisant notamment : les modalités d'intervention sur site, la méthodologie de suivi des interventions, les processus de gestion et de pilotage, les contraintes d'accès au site, la préparation du chantier (études préalables, plans, fiches techniques, plans d'intervention), la description des installations de chantier, les mesures de protection et les modalités d'exécution, l'organisation du suivi et de l'évaluation, la méthodologie de réception des prestations, ainsi que les délais et modalités d'intervention en cas d'urgence, la signalisation des voiries, l'organisation des zones de stockage, la gestion de la circulation et des flux, le balisage du chantier, la coordination avec les différents interlocuteurs (maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, exploitant, services hospitaliers), une présentation du planning proposé pour la rénovation de la chaufferie de l'hôpital Raymond Poincaré, précisant les différentes phases d'intervention, leur enchaînement, les jalons clés, ainsi que les délais d'exécution par tranche...
- **Une note présentant les moyens humains mobilisés pour la réalisation du chantier**, indiquant : le nombre de personnels affectés, leurs profils, qualifications et expériences, l'organisation de l'encadrement, les compétences des équipes, les chargés d'études mobilisés, les effectifs et leurs qualifications, les organismes de rattachement, les modalités de continuité d'activité, le recours éventuel à la sous-traitance, les modalités de remplacement en cas d'absence, le maintien des effectifs et la gestion des situations imprévues,
- **Une note présentant la méthodologie mise en œuvre pour garantir l'hygiène et la sécurité sur le chantier**, détaillant notamment : l'impact des interventions, la prise en compte des risques nosocomiaux, les procédures de désinfection, les dispositifs de sécurisation, la gestion des flux, ainsi que les modalités de nettoyage quotidien...
- **Une note présentant les dispositions environnementales prévues pour la réalisation du chantier**, précisant : les produits et procédés utilisés, les choix techniques retenus, les fournisseurs, ainsi que les fiches techniques correspondantes...

Le mémoire devra également comprendre :

- Les **fiches techniques fabricants** permettant de justifier les performances proposées et la fiabilité des équipements, concernant a minima les équipements suivants :
 - Chaudières,
 - Canalisations,
 - Pompes,
 - Vannes,
 - Dispositifs de maintien de pression,
 - Échangeurs de chaleur,
 - Équipements de régulation, d'automatisme et de supervision ;
- Les **devis complets et détaillés** des opérations de travaux ciblées, précisant la nature des prestations, les quantités, les prix unitaires et les montants correspondants.
- Tout document ou information permettant la bonne compréhension des variantes et/ou des prestations supplémentaires éventuelles.

En tout état de cause, le candidat demeure engagé par son offre.

Lors de la transmission par voie électronique, l'offre sera constituée de deux dossiers intitulés :

- « Candidature » (comprenant les éléments demandés au paragraphe 3.2)
- « Offre technique et financière » (comprenant les éléments demandés au paragraphe 3.3)

L'offre doit être présentée selon des formats utilisés dans les documents du DCE. Les documents demandés sont transmis sous la forme de fichiers dans l'un des formats suivants : **ZIP, DOC, XLS, PDF,**

Les fichiers du pli dématérialisé doivent respecter une règle de nommage

Afin de faciliter le traitement des offres électroniques dans les meilleures conditions, il est demandé aux candidats de ne pas modifier le nommage des documents constituant l'offre.

ARTICLE 4. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

En application des articles R.2132-7 du Code de la commande publique, les candidats sont invités à répondre via le site dont l'adresse Internet est :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Les offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par le Pouvoir Adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des candidatures et des offres.

Hors dépôt de la copie de sauvegarde, la transmission des documents sur support papier ou sur support physique électronique entraînera l'irrégularité de l'offre du candidat.

L'absence ou l'invalidité de la signature électronique n'entraînera pas l'élimination du candidat mais

celui-ci sera invité en cas d'attribution à signer sous forme matérialisée les principaux documents constitutifs de son offre.

Le certificat de signature électronique utilisé doit être conforme aux exigences de l'arrêté du 22 mars 2019 (certificat qualifié et conforme au règlement « eIDAS ») ; les formats de signature acceptés sont XAdES, CAdES ou PAdES.

Dans le cas où le certificat de signature électronique utilisé n'émane pas de la liste de confiance française ou d'une liste d'un autre Etat-membre, le candidat doit fournir l'ensemble des éléments nécessaires afin de prouver que le certificat de signature utilisé est bien conforme aux exigences de l'arrêté du 22 mars 2019.

Les candidats doivent prévoir un délai d'obtention pouvant aller jusqu'à plusieurs semaines selon les fournisseurs. La possession d'un certificat électronique n'est pas requise au stade du retrait du dossier de consultation (DCE) via la plate-forme

Pour que le candidat puisse procéder à un dépôt de plis électronique et à la signature électronique de ses documents, il doit disposer d'un micro-ordinateur qui respecte les prérequis de la plate-forme de dématérialisation :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/app.php/entreprise/footer/diagnostic-poste>

Afin d'acquérir ces instruments, les candidats peuvent se référer à l'aide technique en ligne disponible dans la rubrique « Aide » sur le site :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

La signature électronique se fait de façon individuelle pour chaque formulaire/pièce constitutives de la candidature et de l'offre. En effet, la signature électronique d'un fichier zip (dossier électronique qui contient plusieurs autres documents électroniques) ne suffit pas. La seule signature d'un fichier zip contenant l'ensemble des documents ne peut être assimilée à la signature électronique de chacun de ces documents.

Par ailleurs, si l'un des formulaires constitutifs de la candidature ou de l'offre du candidat est modifié après signature, le « couple » document signé et document de signature ne seront plus cohérents. La signature du document sera alors invalide. Il faut dans ce cas renouveler l'opération de signature du document modifié.

Les fichiers constitutifs de la candidature et de l'offre du candidat doivent être signés avec la fonctionnalité de signature individuelle de documents accessible sur la plate-forme

<https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

Néanmoins, si le candidat utilise un autre outil pour signer électroniquement ses documents, celui-ci transmet, avec les documents signés, les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Ce mode d'emploi contient, au moins, les informations suivantes :

- 1° La procédure permettant la vérification de la validité de la signature ;
- 2° L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

Après la préparation des fichiers, les candidats se connectent sur la plate-forme à l'adresse

<https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Ils doivent les déposer dans les espaces qui leur sont réservés sur la page de réponse à cette consultation de la plate-forme, chaque consultation ayant une page spécifique de réponse. Une fois l'ensemble des éléments réunis sur la page de constitution de la réponse, les candidats signent électroniquement l'ensemble des documents, lancent le chiffrement de l'offre complète, et enfin déposent les réponses.

Les échanges sont sécurisés grâce à l'utilisation du protocole https.

La durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre. Il est donc rappelé aux candidats de prévoir un temps de transmission nécessaire pour éviter toute incapacité à télétransmettre dans les délais.

Tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre, doit être traité préalablement par le candidat par un anti-virus régulièrement mis à jour.

→ **Copie de sauvegarde**

Les candidats peuvent envoyer une copie de sauvegarde de leur candidature et offres, après s'être assuré de sa lisibilité, sur le support de leur choix (de préférence sur clé USB)

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible :

« COPIE DE SAUVEGARDE »
N° et objet de la consultation
Nom du candidat
Ne pas ouvrir

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique (clé USB de préférence), doit faire parvenir cette copie, dans les mêmes délais impartis pour la remise des candidatures et des offres (indiqué à la page de garde), par :

- Par voie postale en RAR ou par un dépôt sur place à l'adresse suivante :

HÔPITAL Bicêtre
Service des Marches Publics
Bâtiment Marine, Porte 105
Cour de Sibérie
78 rue du Général LECLERC
94270 Le Kremlin Bicêtre

ARTICLE 5. JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

5.1 - Jugement des candidatures

Les candidatures seront jugées en fonction des articles L2141-1 à L2141-11 du Code de la Commande publique et des critères suivants :

**Garanties et capacités techniques et financières
Capacités professionnelles**

Le candidat devra justifier d'un chiffre d'affaires annuel, sur l'un des trois derniers exercices disponibles, au moins égal à 1,5 fois le montant annuel du marché.

Qualifications :

5213 – Installation de chauffage avec chaudière gaz/fuel en habitat individuel, collectif et tertiaire supérieur à 1000 m²

5274- Exploitation d'installation de chauffage et de rafraîchissement avec garantie totale dans tout type de bâtiment supérieur à 1000 m²

Les candidats devront obligatoirement justifier :

- A minima de 2 références similaires pour chacune des prestations suivantes :
 - Maintenance d'installations CVC d'un hôpital ;
 - Conception et réalisation de prestations de travaux de rénovation de chaufferie de plus de 20 MW ;
 - Conception et réalisation de prestations de travaux de rénovation d'installations de climatisation dans un bloc opératoire.
- A minima habilitations techniques suivantes :
 - Amiante (sous-section 4) ;
 - Habilitations électriques ;
 - Certificat de capacité d'intervention sur installations frigorifique et de réfrigération

5.2 - Critères de jugement des offres

Les critères de jugement des offres ci-dessous sont applicables pour chacun des lots :

Critère 1 : Valeur technique sur 60 points	Note
Sous-critère 1 : Qualité et pertinence de la méthodologie et de l'organisation	20
Sous-critère 2 : Qualité et pertinence des moyens humains affectés au chantier	20
Sous-critère 3 : Qualité et pertinences des mesures prévues pour assurer l'hygiène et la sécurité sur le chantier	15
Sous-critère 4 : Qualité et pertinence des dispositions environnementales prévues pour la réalisation du chantier	5
Critère 2 : Valeur économique sur 40 points	

Pour la valeur économique :

Le montant pris en compte est celui indiqué en EUROS HT dans l'acte d'engagement et détaillé dans le Bordereau de Prix Unitaires (BPU).

Note = (montant le plus bas/montant de l'offre examinée) x 40

La valeur technique sera jugée à partir des propositions du candidat détaillées dans son mémoire technique par critère.

5.3 - Négociations

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de négocier avec les candidats.

Les négociations pourront se faire par échanges de mails ou par visioconférence donnant lieu à un compte-rendu rédigé par le candidat.

Si la négociation a un impact financier sur l'offre du candidat, celui-ci, une fois les négociations clôturées, devra fournir au pouvoir adjudicateur un nouvel acte d'engagement et un nouveau BDU actant des fruits de la négociation.

5.4 - Régularisation des offres

Après ouverture des plis, les offres incomplètes peuvent faire l'objet d'une demande de régularisation, à l'exception des cas suivants :

- Absence du mémoire technique ;
- Absence de proposition financière.

Si les documents demandés ne sont pas transmis, ou après l'expiration du délai accordé pour le faire, les offres seront considérées comme écartées de l'analyse. Dans le cas où des erreurs purement matérielles seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

5.5 - Offres anormalement basses

Préalablement à l'analyse, si une offre est suspectée d'être anormalement basse, des demandes de précisions seront adressées aux soumissionnaires.

Si les justifications apportées ne sont pas de nature à justifier le montant présumé anormalement bas de l'offre, cette dernière sera éliminée de l'analyse.

5.6 - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations obligatoirement produits par l'attributaire pressenti conformément aux dispositions des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique.

Le candidat est informé que le mémoire technique est un document contractuel du marché et qu'il s'engage sur les moyens, matériaux et modes opératoires qu'il aura défini dans ce mémoire technique. Le non-respect des termes du mémoire technique lors de l'exécution du marché expose le titulaire du marché à une résiliation pour faute.

5.7 – Pièces complémentaires à fournir par l'attributaire pressenti

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produit, dans un délai de huit (08) jours calendaires à compter de l'envoi du courrier d'attribution, les pièces demandées dans ce même courrier.

ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

6.1 - Demande de renseignements

Les candidats sont autorisés à solliciter auprès de la maîtrise d'ouvrage tous les renseignements ou documents complémentaires qu'ils jugeraient nécessaires à l'élaboration de leur offre.

À cet effet, les candidats devront faire parvenir, au plus tard **à la date limite figurant en page de garde du présent règlement de la consultation (RC)**, une demande écrite via la plateforme de dématérialisation, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Une réponse sera alors adressée, par écrit, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier de consultation, au plus tard **à la date limite figurant en page de garde du présent règlement de la consultation (RC)**, dans la mesure où le pouvoir adjudicateur disposera des éléments nécessaires.

Dans un double souci de transparence et d'égalité entre les concurrents, les réponses du GHU Paris-Saclay seront portées à la connaissance de tous les candidats ayant été destinataires du présent règlement de consultation.

Aucune suite ne sera donnée aux demandes de renseignements des candidats formulées par téléphone ou adressées au pouvoir adjudicateur au-delà de la date limite fixée au premier alinéa du présent article.

6.2 - Voies et délais de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Melun

43 Rue du Général de Gaulle
77000 Melun

Concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

- Référé précontractuel : avant la signature du marché (article L.551-1 et du Code de Justice Administrative).
- Référé suspension : avant la signature du marché (article L.521-1 du Code de Justice Administrative).

- Référé contractuel : dans un délai 31 jours, à compter de la publication d'un avis d'attribution du contrat au JOUE ou, pour les marchés fondés sur un accord-cadre ou un système d'acquisition dynamique, à compter de la notification de la conclusion du contrat ; dans un délai de 6 mois, à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée (article L.551-13 du Code de Justice Administrative).
- Recours en contestation de la validité du contrat : dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis de publicité de la conclusion du contrat. Ce recours pourra, le cas échéant, être assorti d'une in de référé- suspension (article L.521-1 du Code de Justice Administrative).

Une fois exécutoire, le marché peut être consulté par toute personne qui en fait la demande expresse, auprès du pouvoir adjudicateur (dans les limites fixées par la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 relative notamment à la communication des documents administratifs).